

Des maires demandent des comptes au syndicat de l'Yvette

Par [Jérôme Lemonnier](#) vendredi 1 juillet 2016 à 04:00 (Mise à jour vendredi 1 juillet 2016 à 10:32)



Le campus de la fac d'Orsay était en partie inondé (JL/EI)

Quelques semaines après la fin de la période de crue, les différents acteurs ayant agi sur le terrain passent progressivement à la phase des retours d'expérience. Du côté de la vallée de l'Yvette, la première réunion fut assez tendue. En effet, certains élus s'interrogent sur l'efficacité de la gestion de crise assurée par le syndicat qui gère la rivière, le SIAHVY.

Partagez cet article

-
-

Il y a un mois tout juste, le département de l'Essonne était littéralement submergé par les eaux. La Seine, l'Orge, l'Yerres, l'Yvette, l'École, la Chalouette, la Juine, la Rémarde et même la rivière qui a donné son nom à notre département, l'Essonne, sont notamment sorties de leur lit, inondant de nombreuses communes et ravageant plusieurs maisons. Un mois après, les eaux ont retrouvé leur quiétude. Place maintenant au recensement des dégâts et à leur chiffrage pour que les compagnies d'assurance puissent entamer leur travail.

Outre ces actions, les différents acteurs qui ont pris part à cette gestion de crise commencent à présenter [leurs premiers retours d'expérience](#). C'était notamment le cas du côté de la vallée de l'Yvette. Ce mardi 28 juin, une première réunion a été organisée pour évoquer la gestion de la crue de ce cours d'eau qui arrose une partie des communes du nord ouest de l'Essonne. Celui-ci était d'ailleurs largement sorti de son lit, provoquant des inondations d'une intensité rare. Plusieurs évacuations avaient dû être programmées, notamment dans le [centre-ville de Longjumeau](#), ou encore sur le [campus de la face d'Orsay](#). Cette première réunion organisée à

l'initiative du SIAHVY, le syndicat qui gère le cours d'eau, aura été le moyen pour les différents élus du territoire de faire remonter leur ressenti sur l'ensemble des opérations conduites durant cette période. Une réunion quelque peu tendue à en croire certains participants.

Communication : de la friture sur les lignes ?

« *Cette réunion n'est pas satisfaisante pour nous* ». Par ces mots, David Ros, le maire socialiste d'Orsay, fait ressortir un état d'âme à l'issue de cette réunion. « *Les débats n'ont pas forcément été aussi constructifs que nous le voulions* », lance ce dernier. Un constat que partagent quelques maires de la vallée de l'Yvette aval, comme ceux de Bures, Villebon, Longjumeau ou encore Palaiseau. Ces cinq maires attendaient beaucoup de ce rendez-vous. Ils avaient d'ailleurs formulé leurs attentes dans une lettre destinée à Michel Barret, le président du SIAHVY. « *Il nous apparaît indispensable [...] de partager nos expériences vécues sur le terrain et d'établir un diagnostic en toute transparence* », peut-on notamment lire sur ce pli cosigné des cinq édiles. Par ce biais, ce collectif d'élus souhaite « *réviser le plan pluriannuel d'investissement du syndicat, non pas pour que cela ne se reproduise jamais, mais au moins pour limiter au maximum des dégâts au cas où cela devrait se reproduire* », explique David Ros.

Parmi leurs demandes, la question de la communication occupe un rang important. Car une partie de ces derniers estiment avoir été « *mal informés* » sur la situation, comme l'affirme notamment le maire de Palaiseau, Grégoire de Lasteyrie. « *Quantitativement et qualitativement, les informations transmises par le syndicat ne me permettaient pas de prendre les bonnes décisions*, confie le maire. *Je ne savais pas s'il fallait que j'évacue toute la zone placée en PPRI (Ndlr : plan de prévention du risque inondation) ou seulement une partie* ». Sur ce point, le président du syndicat balaie d'un revers ces critiques. « *On a prévenu les communes en fonction des protocoles d'alerte que nous avons pour chacune d'entre elles. Nous avons fait le nécessaire de notre côté* », confirme Michel Barret. Conscient qu'il peut y avoir des points à améliorer, celui-ci invite cependant les maires « *à redonner le protocole qu'ils souhaitent, si il leur est apparu insuffisant* ».

Malgré ces explications, David Ros pointe encore du doigt la quantité et la fréquence des informations. « *Le 31 mai, quand je suis allé sur le terrain, le syndicat m'a dit que ça allait monter de 15 cm dans la nuit*, relate David Ros. *Ça a d'ailleurs monté de 15 cm comme prévu. Mais le problème c'est qu'ils ont rouvert les vannes du bassin de rétention à 2h et à 4h du matin et c'est monté de 50 cm supplémentaires. Je ne l'ai vu que le lendemain matin* ». Ce dernier réclame également plus de clarté sur les informations transmises. « *On ne remet pas en cause les décisions, mais nous souhaitons au moins être informés un minimum* », assure David Ros.

Sur ce sujet, le président du SIAHVY assure avoir exécuté un arrêté préfectoral. « *Les vannes ont été ouvertes pendant la nuit, car un arrêté préfectoral le demandait*, rappelle Michel Barret. *Nous avons prévenu en conséquence les communes dans la nuit. Nous ne pouvions communiquer plus tôt, car le laps de temps entre la réception de l'arrêté et son exécution était assez court. Mais qu'on ouvre, ou qu'on n'ouvre pas, ça n'aurait pas changé grand-chose tellement le phénomène était d'une rare intensité* ». « *J'ai reçu les informations peu après 5h du matin et à 6h, j'étais sur le pont* », note de son côté le maire de Gif-sur-Yvette, Michel Bournat, qui n'a pas noté de dysfonctionnement dans les différentes communications. « *Le*

SIAHVY a fait son job. A chaque fois que j'ai eu besoin d'informations, ou bien le SIAHVY nous remontait l'info lui-même, soit il suffisait de prendre son téléphone et de l'appeler ».

Qui doit avertir la population ?

Il y aurait donc des difficultés au sein de la communication entre le syndicat et les communes, mais qu'en est-il de la communication auprès de la population ? Dans l'état actuel des choses, ce sont les communes elles-mêmes qui traitent avec les administrés. Certains voudraient revoir en partie ce dispositif. *« Les habitants des zones inondables pourraient recevoir un SMS avec un minimum d'infos, comme ce qui se fait déjà du côté de l'Orge », lance David Ros. Une technique mise en place par le SIVOA, qui gère l'Orge aval, et qui a pu faire ses preuves durant cette période de crue. « Il serait bien de réfléchir à mettre en place ce genre de dispositif, ajoute le maire d'Orsay. D'autant plus qu'à l'inverse du syndicat, nous sommes en bout de chaîne en ce qui concerne la prise de décision ».*

Le SIAHVY pourrait-il prendre en charge la communication auprès des populations vivant en zone inondable ? *« Ce n'est pas de notre ressort, mais de celui des mairies, rétorque Michel Barret. Notre rôle est de s'occuper de la gestion de la rivière. Mettre en place un outil d'alerte des populations n'est pas possible pour nous. D'autant plus que nous ne connaissons pas forcément les communes en détail, et il serait difficile pour nous de cibler les bons quartiers ». « L'idée n'est pas que le SIAHVY donne l'ordre d'évacuer, c'est notre domaine, indique Grégoire de Lasteyrie. Mais au moins qu'il puisse donner des indications voire des conseils aux populations concernées ».*

Face au refus du syndicat, le maire de Palaiseau tient notamment à rappeler qu'il existe un lien de subordination entre les communes et le SIAHVY. *« Le syndicat est au service des communes. Si les communes estiment qu'elles veulent un nouveau service et qu'elles choisissent de la financer, le syndicat doit le mettre en œuvre », souligne ce dernier.*

Bientôt un audit sur la gestion de crise ?

Outre ces points concernant la communication, les maires de l'Yvette aval souhaitent qu'un audit soit fait sur la gestion de cette crise. *« Il s'agirait d'une enquête générale, reprenant les points concernant la communication, les choix techniques du SIAHVY dans la gestion des bassins de rétention. Pourquoi ça a débordé ? Est-ce que ce sont des actes volontaires de délestages des bassins ? Est-ce que ces choix ont été les bons ? », explique Grégoire de Lasteyrie. Pour réaliser cette étude, le maire de Palaiseau verrait bien l'intervention d'un tiers. « Il faut qu'un expert indépendant puisse faire un travail d'analyse sur ces points. Je pense que c'est dans l'intérêt des communes, des habitants et du syndicat. Je veux une grande transparence. Il y a ce besoin d'explication et je vais y faire droit », garantit Grégoire de Lasteyrie. « Est-il pertinent de financer une étude alors même que les mesures, les livres ou encore les listings d'appels téléphoniques passés sont à la disposition de ceux qui le demandent, s'interroge Michel Barret. Je trouve cette demande quelque peu déplacée. Avec cet audit, on cherche à voir la responsabilité du SIAHVY ». « On ne cherche pas de bouc émissaire, loin de là, rassure David Ros. On cherche juste à s'améliorer pour un prochain épisode de crue ».*

Peu enclin à propos de cette demande, Michel Barret fait tout de même un pas en avant. « *Le cabinet Safège fait déjà une étude pour nous. On va se renseigner pour voir ce qu'il pourrait être capable de faire avec ce cabinet* ».

Pour sa part, Michel Bournat, le maire de Gif voit ces demandes avec plus hauteur. « *Je comprends les inquiétudes de mes collègues qui ont pour beaucoup vécu une crise de cette ampleur pour la première fois. Pour moi, c'est déjà la troisième fois, et je peux vous dire qu'aujourd'hui, on a déjà ce qu'il faut pour agir et mobiliser tous ceux qui doivent l'être le plus rapidement possible et de la manière la plus efficace possible. Même s'il faut encore améliorer des choses, l'essentiel est déjà en place* », note le maire de Gif. « *Je ne doute pas que le SIAHVY s'inscrive dans une logique de progrès permanent* », conclut ce dernier.

- [Imprimer cet article](#)



[Jérôme Lemonnier](#)

Journaliste pour Essonne Info. Courriel : jerome@essonneinfo.fr